



MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT CÔTE D'IVOIRE

MCA-CÔTE D'IVOIRE

PLAN D'ENGAGEMENT AVEC LES PARTIES PRENANTES

PROJET TRANSPORT D'ABIDJAN



FEVRIER 2019

Table des matières

Abréviations et Acronymes	1
1 Introduction.....	3
1.1 Contexte	3
1.2 Présentation des projets du Compact.....	3
1.3 Éléments de conception	4
1.4 Problèmes environnementaux et sociaux potentiels.....	6
1.5 Carte des sites de projets	7
1.6 Objectifs.....	7
1.6.1 Objectif général	7
1.6.2 Objectifs spécifiques.....	7
2 Définition de quelques termes clés.....	8
3 Cadre légal et réglementaire	9
4 Analyse des parties prenantes et planification de l'engagement	10
4.1 Analyse des parties prenantes	10
4.1.1 Approche d'analyse des parties prenantes	10
4.1.2 Identification et catégorisation des parties prenantes du projet ATP	11
5 Engagement des parties prenantes.....	13
5.1 Moyens et outils de communication.....	13
5.1.1 Lettres, courriels, présentation visuelle, rapport et document de synthèse	13
5.1.2 Affiches, posters, dépliants	14
5.1.3 Site web	14
5.1.4 Radio, télévision et presse écrite	14
5.2 Moyens, outils et techniques de dialogue avec les parties prenantes	14
5.3 Prise en compte des personnes vulnérables dans les activités d'engagement des parties prenantes	14
5.4 Thèmes de dialogue	15
5.4.1 Exigences du Compact Côte d'Ivoire	15
5.4.2 Rapport d'étude environnementale et sociale	15
5.4.3 Rapport de plan d'action de réinstallation.....	15
5.4.4 Critères de choix du site de stationnement de camions.....	15
5.4.5 Critères de choix du site de base vie, de site industriel et site de base opérationnelle	16
5.4.6 Mesures d'atténuation de la libération des voies du port.....	16
5.5 Activités d'engagement des parties prenantes.....	16
5.5.1 Activités d'engagement des parties prenantes réalisées.....	16

5.5.2	Activités d'engagement des parties prenantes à réaliser	16
6	Enregistrement des plaintes et gestion des griefs	23
6.1	Principes du mécanisme.....	23
6.2	Mesures à mettre en œuvre	23
6.3	Procédure de résolution des plaintes.....	24
7	Suivi du processus de consultation et d'engagement avec les parties prenantes.....	24
8	Fonctions de gestion	24
8.1	Intégration dans le SGES	24
8.2	Responsabilité de la supervision	24
8.3	Ressources humaines associées à l'engagement des parties prenantes et la formation du personnel.....	25
8.4	Budget pour la mise en œuvre du PEPP.....	26

Abréviations et Acronymes

A&E	Architect and Engineer
AGEDI	Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles
AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
ANAGED	Agence Nationale de Gestion des Déchets
ANDE	Agence Nationale de l'Environnement
ANSUT	Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications
ATP	Abidjan Transport Project
BAL	Bolloré Africa Logistics
BNETD	Bureau National d'Études Techniques et de Développement
CBC	Conseil Burkinabé des Chargeurs
CCI-CI	Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
CGECI	Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire
CIAPOL	Centre Ivoirien Anti-Pollution
CIE	Compagnie Ivoirienne d'Électricité
CMC	Conseil Malien des Chargeurs
CMTR	Comité Malien du Transport Routier
CNPC	Comité National chargé de la mise en œuvre du Programme Compact
CNUT	Conseil Nigérien des Usagers du Transport
CNC	Conseil Nigérien des Chargeurs
CTCTR	Comité technique de Coordination du Trafic Routier
DAA	District Autonome d'Abidjan
DJMA	Débit Journalier Moyen Annuel
DBDR	Direction Banques de Données Routières
DGTTC	Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation
DISI	Direction des Infrastructures et Sécurité Industrielle
DGA	Direction Générale Adjoint
DQR	Data Quality Review
DAD	Direction de l'Assainissement et du Drainage
AOT	Abidjan Océan Terminal
EIES	Études d'impact environnemental et social
EMACI	Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire
EPP	Engagement des Parties Prenantes
ESP	Environmental and Social Performance
ETFP	Enseignement technique et de Formation Professionnelle
FAQ	Frequency Asked Question
FENACCI	Fédération Nationale des Acteurs du Commerce en Côte d'Ivoire
FER	Fonds d'Entretien Routier
FHB	Félix-Houphouët-Boigny
FODI	Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles
GESTOCI	Gestion des Stocks de Côte d'Ivoire
HCPETR	Haut Conseil du Patronat des Entreprises de Transport Routiers de Côte d'Ivoire
IRI	Indice de Rugosité International

MCLAU	Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MENETFP	Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement technique et la FP
MEPS	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MFPE	Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité
MIE	Ministère des Infrastructures Économiques
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MIM	Ministère de l'Industrie et des Mines
MMG	Ministère des Mines et de la Géologie
MPJEJSC	Ministère de la Protection de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique
MSEDR	Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable
MSTT	Mobil Shell Total Texaco
MT	Ministère des Transports
OFT	Observatoire De La Fluidité Du Transport
OIC	Office Ivoirien des Chargeurs
ONAD	Office National de l'Assainissement et du Drainage
OSER	Office de Sécurité Routière
OTRAF	Organisation des Transporteurs Routiers du Faso
PAA	Port Autonome d'Abidjan
PAP	Personne Affectée par le Projet
PDC	Partenariat pour le Développement des Compétences
PEPP	Plan d'engagement des Parties Prenantes
PPP	Public Private Partnership
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SFI	Société Financière Internationale
SGES	Système de Gestion Environnementale et Sociale
SIMAT	Société Ivoirienne de Manutention et de Transit
SIR	Société Ivoirienne de Raffinage
SMB	Société Multinationale de Bitume
SODECI	Société de Distribution D'eau de La Côte d'Ivoire
UCRB	Union des chauffeurs routiers du Burkina
UGTCI	Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire
VGE	Valéry Giscard d'Estaing
VPJ	Véhicules par Jour

1 Introduction

1.1 Contexte

Le Millennium Challenge Corporation (MCC) est une agence de développement du Gouvernement des États-Unis dont l'objectif est de réduire la pauvreté grâce à une croissance économique soutenue. Le Gouvernement Ivoirien et le Gouvernement des États-Unis à travers le MCC ont signé, le 7 novembre 2017, l'accord de don du Programme Compact Côte d'Ivoire d'un montant de 524.740.000 USD pour le financement de deux (02) projets : le Projet « Compétences pour l'Employabilité et la Productivité » et le Projet « Abidjan Transport ».

1.2 Présentation des projets du Compact

Projet « Compétences pour l'Employabilité et la Productivité »

Le projet «Compétences pour l'Employabilité et la Productivité» désigné ci-après «Projet Compétences» vise les objectifs suivants : (i) augmenter le nombre d'années d'études reçues et améliorer l'acquisition de compétences de base demandées comme la lecture, les mathématiques ainsi que les compétences soft, pour les élèves du premier cycle du secondaire; et (ii) améliorer l'acquisition de compétences techniques demandées par le marché du travail et augmenter les taux d'insertion des diplômés des centres d'Enseignement technique et de Formation Professionnelle (ETFP). Le projet « Compétences » est composé de deux (2) activités :

- **La première activité « Éducation secondaire»** comprend les sous-activités suivantes : (1) Construction de nouveaux collèges de proximité pour un accès équitable à l'éducation ; (2) Amélioration et extension de la formation initiale des enseignants ; (3) Politique genre en éducation et renforcement institutionnel; (4) Renforcement des systèmes pour la prise de décision en améliorant le système de gestion de l'information du MENETFP.
- **La deuxième activité « Enseignement technique et formation professionnelle »** comprend les sous-activités suivantes : (1) Renforcement des Systèmes de Qualité et de Redevabilité et (2) Création de centres de formation suivant le modèle « Partenariat pour le Développement des Compétences (PDC) ».

Projet « Abidjan Transport »

Le projet « Abidjan Transport », ou « ATP » vise à réduire les coûts d'exploitation des véhicules et les temps de déplacement le long des segments de route ciblés, tout en améliorant la mobilité et la sécurité des piétons. Il comprend deux (2) activités principales :

- **La première activité «Travaux d'infrastructures»** permettra la réhabilitation des routes /boulevards suivants : (1) Boulevard Valéry Giscard d'Estaing (VGE), (2) Boulevard du Port / Boulevard de Vridi / Boulevard de Petit Bassam, (3) Boulevard de la Paix, (4) Voie express de Yopougon ;
- **La deuxième activité « Gestion et planification des transports »** comprend les sous-activités suivantes : (1) formation supérieure en infrastructure (2) Priorisation de la gestion routière et de la sécurité routière à Abidjan et (3) Développement d'un Partenariat Public/privé (PPP) en vue de la construction d'une plateforme logistique et d'un stationnement de camions.

La durée du programme Compact est de 5 ans, à compter de la date d'entrée en vigueur. L'exécution du Compact-Côte d'Ivoire sera assurée par le Millennium Challenge Account Côte d'Ivoire. Cette entité, créée par l'Ordonnance n° 2017-820, du 14 décembre 2017, est administrée par un Conseil d'Administration.

Le projet ATP est prévu se réaliser à Abidjan avec des itinéraires de boulevards bien définis. Dans le cadre de ce projet, le MCA- Côte d'Ivoire est appelé à collaborer avec une multitude d'acteurs différents et le projet ATP présente des risques et des impacts importants anticipés sur les communautés locales. Par conséquent, il est nécessaire de réaliser et de mettre en œuvre un plan d'engagement des parties prenantes conformément aux directives environnementales du MCC et à la norme de performance de la Société Financière Internationale (SFI) sur la durabilité environnementale et sociale.

Le présent document se focalise sur le projet ATP suivant un plan qui comprend les objectifs, la définition de quelques termes clés, le cadre légal et réglementaire, l'analyse des parties prenantes et la planification de leur engagement, l'enregistrement des plaintes, la gestion des griefs et le suivi du processus d'engagement des parties prenantes.

1.3 Éléments de conception

L'objectif du Projet de transport d'Abidjan (ATP) est d'améliorer la circulation des biens et des personnes au sein de la ville d'Abidjan. Cela inclut des activités telles que: (1) le fraisage de la chaussée et son surfacage sur une longueur d'environ 180 km-voies principales à Abidjan, (2) des études d'ingénierie du trafic et de planification des transports pour estimer les flux de circulation sur toutes les artères principales de la ville (3) l'évaluation des accidents et la re-conception géométrique pour réduire la congestion et améliorer la sécurité sur ces voies, et (4) de nouveaux feux de circulation et leur synchronisation sur 10 intersections le long du boulevard Valéry Giscard d'Estaing (VGE) à Abidjan.

La conception finale de tous les travaux à réaliser sera faite par un consultant en architecture et ingénierie (A&E) recruté à cet effet.

Les voies à réhabiliter dans le cadre du projet ATP sont le boulevard VGE, le boulevard du Port/Vridi/Petit Bassam, le boulevard de la paix, la voie express de Yopougon. Les caractéristiques de ces voies sont :

Boulevard VGE : Le boulevard long de 8,7 km est composé de 6 + 2 voies (3 + 1 voies dans chaque direction). Il est très fréquenté par les véhicules (DJMA d'environ 85 000 véhicules par jour (vpj)) et les piétons aux intersections majeures. C'est une artère commerciale congestionnée au cœur d'Abidjan avec un total de 14 intersections, dont MCC envisage d'en reconfigurer 10. L'emprise est suffisante pour une réorganisation de ces intersections, principalement pour rajouter des voies de virage réservées, des zones de passage pour piétons surélevées ou protégées, et un pont à l'intersection de Koumassi. Les modifications, y compris l'aménagement paysager, la conception des ponts et l'éclairage doivent être esthétiquement attrayantes.

Boulevard du Port / Vridi / Petit Bassam : la voie à réhabiliter ,à une longueur de 7,5 km et est composée de 4 voies (2 voies dans chaque direction et accotements) reliant le pont FHB à la zone industrielle de Vridi. Cet investissement comprend également la réfection du pont existant de 100 mètres le long du boulevard. Cette route est la principale route d'accès et de sortie du port et comprend plusieurs installations de production et de distribution de ciment, ce qui entraîne une surcharge des camions lourds et des chariots cavaliers qui font la manutention des conteneurs. Le DJMA varie de 20 000 vpj (le long du Blvd du Port / Vridi) à 40 000 vpj (le long du Boulevard de Petit Bassam). L'Indice de Rugosité International (IRI) varie de 4,8 m / km à 6,8 m / km. Le stationnement des camions tout le long du Boulevard et des deux côtés de la chaussée, augmente considérablement la congestion dans le Port et autour du Port, laissant essentiellement deux (2) voies effectives pour la circulation au lieu de quatre (4).

Conjugués avec le mauvais état de la route et les grands volumes de camions qui y circulent, les temps de déplacement sont très élevés. Les modifications, y compris l'aménagement paysager, les glissières, les séparateurs et l'éclairage, doivent être attrayantes sur le plan esthétique avec des solutions à court et à long terme. Il faudra également régler le problème de stationnement des camions poids lourds sur cette voie.

Boulevard de la Paix : La voie couvre 6,3 km et est composée de 6 voies (2 dans chaque direction avec 2 voies réservées pour un trafic limité). Il relie l'autoroute Yopougon au pont FHB. Le DJMA est estimé à plus de 50 000 avec une IRI moyen actuel de 4,3 m / km. La chaussée montre des fissures prononcées, des arrachements et des nids de poule. Ce projet requiert un entretien périodique (fraisage de 5 cm avec recouvrement d'un enrobé haute performance de 10 cm) ou une couche de béton de l'ordre de 20 cm, incluant correction / amélioration du drainage, amélioration de la sécurité routière et mesures d'atténuation des risques d'inclusion sociale. La détermination finale de la conception sera effectuée au cours de la phase conception en fonction des économies réalisées sur le cycle de vie total pour l'administration (AGEROUTE) et les usagers (coûts aux usagers). Les modifications prévues comprenant l'aménagement paysager, les glissières, la conception du pont et l'éclairage doivent répondre aux besoins des deux sexes et prendre en considération les besoins spécifiques des jeunes et aussi des personnes âgées, en sus d'être esthétiquement attrayants.

Voie express de Yopougon : L'investissement proposé couvre 7,5 km, et comporte six voies (3 dans chaque direction à 3,5 mètres chacune). La chaussée subit un DJMA estimé à 70 000 vpj avec un IRI moyen actuel de 3,3 m / km. La chaussée montre des ornières et des bourrelets prononcés, des fissures, des arrachements et des nids-de-poule. Ce projet requiert un entretien périodique (fraisage de 5 cm avec recouvrement d'enrobé haute performance de 10 cm), qui comprend également correction / amélioration du drainage, amélioration de la sécurité routière et mesures d'atténuation des risques d'inclusion sociale.

L'activité de gestion et de planification des transports se concentrera sur le renforcement de la capacité technique et de gestion des organismes gouvernementaux liés au transport routier grâce à l'amélioration du savoir-faire pédagogique et des techniques de gestion d'actifs de l'infrastructure, qui intègrent les éléments et les activités d'ingénierie, d'économie, d'environnement et du social liés à la conception, à la préservation et à la maintenance des routes. L'activité de gestion et de planification des transports comporte trois sous-activités corrélées qui ont trait (i) aux ressources éducatives et à la formation pour la gestion du réseau routier, (ii) au développement de ressources et d'outils de gestion du réseau routier et (iii) à l'utilisation améliorée du fonds d'entretien routier.

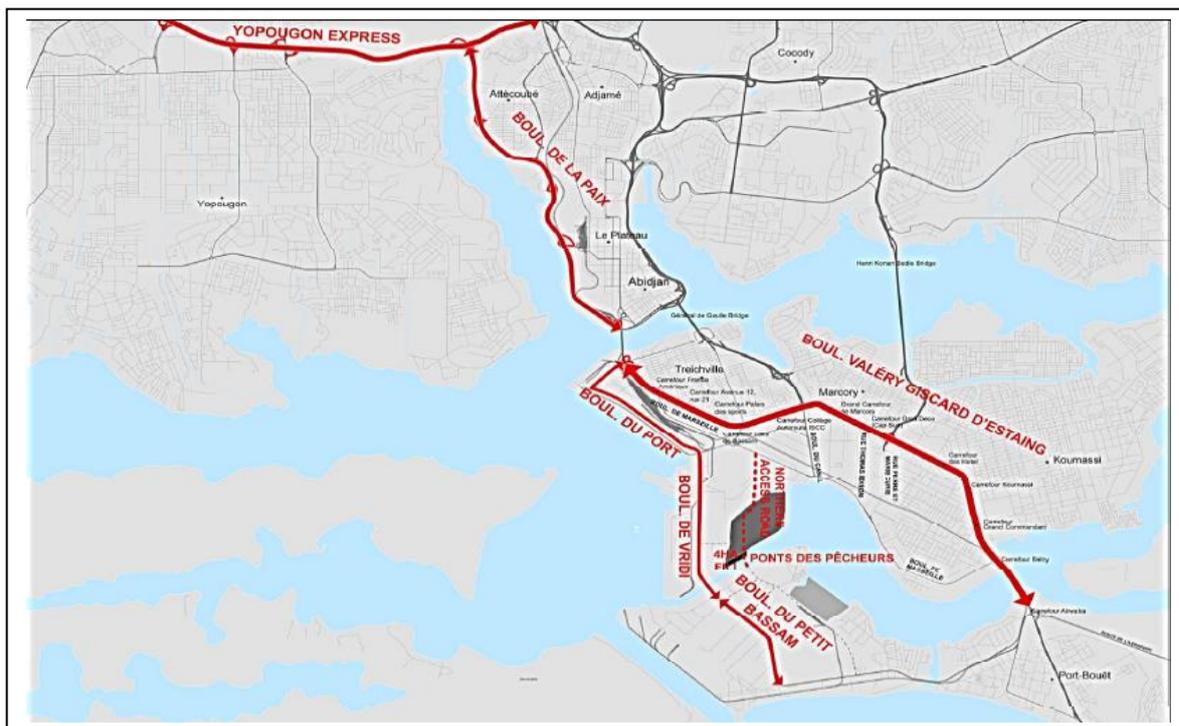
Une quatrième sous-activité vise à aider le Gouvernement à résoudre le problème persistant du stationnement de camions lourds à l'intérieur et aux alentours du port d'Abidjan.

1.4 Problèmes environnementaux et sociaux potentiels

Les risques et les impacts environnementaux et sociaux potentiels sont identifiés et évalués au cours des études d'impact environnemental et social (EIES) et les rapports d'études seront divulgués. Plus précisément, les risques et les impacts environnementaux et sociaux potentiels liés à la réhabilitation des voies dans le cadre du projet ATP peuvent relever surtout de :

- La perturbation des activités commerciales informelles fréquemment tenues par des personnes vulnérables durant la phase des travaux, des nuisances et des pollutions dues à la poussière, aux vibrations et bruits, et autres subis par les populations avoisinantes durant la phase des travaux et d'opération ;
- La faible adhésion des chauffeurs et des piétons aux changements de comportement nécessaire durant la phase des travaux et conformément à la nouvelle réglementation faisant suite à la reconfiguration du boulevard ;
- Le risque de déplacement physique et/ou économique de près de 5000 personnes affectées par le projet ;
- Faible adhésion des communautés aux projets d'infrastructures (ex : populations hostiles) ;
- Risque d'accident avec les équipements de construction et au cours de la traversée des piétons ;
- Risque de gestion inadéquate des déchets et produits dangereux générés par le chantier ;
- Risque de propagation des maladies respiratoires ;
- Risque de vol de matériaux, d'outils et d'équipements ;
- Risque d'inondation et d'érosion aux nouveaux exutoires de drainage ;
- Risque de pertes d'arbres plantés pour l'embellissement du Bld VGE.

1.5 Carte des sites de projets



Carte 1 : vue générale des sites de projets

1.6 Objectifs

1.6.1 Objectif général

L'objectif général du plan d'engagement des parties prenantes est de définir la manière dont le projet ATP établit un dialogue et une concertation continue avec l'ensemble des parties prenantes lors de la conception, le design, la réalisation des travaux et l'exploitation des projets en leur permettant de faire partie du développement du programme Compact Côte d'Ivoire et de sa mise en œuvre et de susciter un sens d'appropriation. Dialoguer avec les parties prenantes permet de déterminer les préoccupations éventuelles et d'y répondre, ce qui réduit les risques et les blocages pouvant résulter d'incompréhensions mutuelles.

1.6.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques du Plan sont de :

- Définir les différents groupes de parties prenantes, et préciser quand, et comment MCA-Côte d'Ivoire, pourra les impliquer afin de recueillir leurs contributions pour la conception des activités- ;
- Faire le point sur les progrès réalisés et donner des informations sur les prochaines étapes ;
- Mener des consultations et assurer la participation des parties prenantes au cours des différentes phases de la mise en œuvre ;

- Donner une visibilité élevée de l'importance qu'accorde le projet ATP aux différentes parties prenantes durant toutes les phases du projet ;
- Diffuser les informations pertinentes sur le projet ATP aux différents groupes de parties prenantes au moment opportun ;
- Développer et maintenir des relations fructueuses entre les parties prenantes afin d'assurer des consultations inclusives avec la participation des femmes et des groupes vulnérables ;
- Positionner l'engagement des parties prenantes comme prioritaire pour le MCA-Côte d'Ivoire afin d'améliorer l'acceptabilité sociale du projet ATP et de réduire au maximum les conflits éventuels pouvant survenir avant et pendant l'exécution du projet ;
- Mettre en place un mécanisme pour recevoir, traiter et répondre aux plaintes émanant des diverses parties prenantes ;
- Planifier la sensibilisation des parties prenantes sur les normes de la Société Financière Internationale (SFI) et les exigences nationales en matière d'environnement ;
- Impliquer, dans une large mesure, les entreprises du secteur privé, les communautés, les ONG au plan local, national, régional et international, ainsi que les organismes publics de l'État central et décentralisé dans une collaboration pour une réussite totale des projets du Compact.

La nature, la fréquence et le niveau d'efforts de l'engagement des parties prenantes varient considérablement et sont proportionnels aux risques et aux impacts négatifs du Compact Côte d'Ivoire aux différents stades de sa mise en œuvre. Impliquer beaucoup de parties prenantes dans le processus ne garantit pas le succès. Le succès dépend d'une implication judicieuse et de combiner à cette approche participative une méthodologie et une technique rigoureuse de mise en œuvre par l'équipe de base.

2 Définition de quelques termes clés

- **Parties prenantes** sont toutes ¹les entités (personne, groupe, organisation, institution) qui peuvent affecter ou être affectées par le Compact ou les activités du Compact.
- **Parties prenantes externes**² sont les communautés ou les individus localement affectés incluant leurs représentants officiels et non officiels, les autorités gouvernementales locales ou nationales, les politiciens, les responsables religieux, les groupes et les organisations de la société civile avec leurs intérêts particuliers, le monde de l'enseignement ou autre entreprise.
- **Parties prenantes internes** ³sont le personnel, les fournisseurs, les entrepreneurs, les distributeurs ou les clients.

¹ Beneficiary engagement communications toolkit : stakeholder engagement and reporting guidance

² IFC, 2007 : Dialogue avec les parties prenantes : le manuel des bonnes pratiques pour les entreprises réalisant des affaires sur les marchés en développement

³ IFC, 2007 : Dialogue avec les parties prenantes : le manuel des bonnes pratiques pour les entreprises réalisant des affaires sur les marchés en développement

- **Communautés affectées** sont les communautés situées sur ou à proximité du site de projet proposé et qui est exposée à des risques et/ou à des impacts négatifs potentiels liés au projet sur leur environnement, la santé ou les moyens de subsistance.
- **Personne affectée par un projet**⁴ est une personne qui, du fait de la mise en œuvre d'un projet, perd le droit de posséder, d'utiliser ou de tirer autrement avantage d'une construction, d'un terrain (résidentiel, agricole ou de pâturage), de cultures arbustives et autres annuelles ou pérennes, ou de tout autre bien fixe ou meuble, que ce soit en totalité ou en partie, à titre permanent ou temporaire.
- **Participation**⁵ évoque le processus qui consiste à prendre part à une activité ou une action donnée, qu'il s'agisse de la conception, de l'exécution ou de la gestion environnementale.
- **Les termes de « consultation », « consultation publique », « participation publique »**⁶ sont utilisés pour désigner des principes et des concepts similaires comme : 1) l'expression du public pour influencer les décisions concernant des actions qui pourraient affecter leur vie, 2) la promesse que leur contribution aura une influence sur la décision 3) la facilitation pour accroître l'implication des parties prenantes potentiellement affectées ou intéressées par la décision, 4) la fourniture d'informations dont les participants ont besoin pour s'investir de manière significative, 5) la communication de comment leurs suggestions ont influencé la décision.
- **Implication des parties prenantes**⁷ est un processus par lequel les opinions de toutes les parties prenantes sont intégrées dans le processus décisionnel du projet.
- **Engagement des parties prenantes**⁸ est l'établissement d'un dialogue large et inclusif entre un projet et ceux qui sont potentiellement affectés englobant une gamme d'activités et d'approches, et couvrant toute la vie d'un projet.

3 Cadre légal et réglementaire

Les éléments réglementaires et les normes internationales concernant les processus de consultation publique et d'engagement avec les parties prenantes applicables sont de deux types :

- La réglementation ivoirienne en matière de consultation publique (en cas d'Étude d'Impact Environnemental et Social) ;
- Les aspects des normes de performance de la SFI relatives à l'engagement avec les parties prenantes, notamment la NP1 et la NP5.

Le plan d'engagement avec les parties prenantes est développé en conformité avec le cadre légal et réglementaire de la Côte d'Ivoire, les Directives environnementales et sociales du MCC incluant les Normes de Performance de la SFI.

⁴ SFI, 2002 : Manuel d'élaboration des plans d'action de réinstallation

⁵ IFC, 2007 : Dialogue avec les parties prenantes : le manuel des bonnes pratiques pour les entreprises réalisant des affaires sur les marchés en développement

⁶ IFC, 2007 : Dialogue avec les parties prenantes : le manuel des bonnes pratiques pour les entreprises réalisant des affaires sur les marchés en développement

⁷ IFC, 2007 : Dialogue avec les parties prenantes : le manuel des bonnes pratiques pour les entreprises réalisant des affaires sur les marchés en développement

⁸ IFC, 2012 : normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale

Ces normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale recommandent l'engagement avec les communautés affectées et intéressées par la divulgation d'information, la consultation et la participation éclairée, d'une manière proportionnée aux risques et aux impacts des projets financés par le MCC sur les communautés. Les normes SFI portent une attention particulière à la participation des femmes, des groupes vulnérables et marginalisés, à la mise en place d'un mécanisme de gestion de plaintes et à l'enregistrement des communications et des ententes avec les parties prenantes. En particulier, les Normes de Performance n°1 (Évaluation et gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux) et n°5 (Acquisition des terres et réinstallation involontaire) encadrent la participation des parties prenantes durant les évaluations environnementales et sociales et l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action de réinstallation.

4 Analyse des parties prenantes et planification de l'engagement

4.1 Analyse des parties prenantes

Pour élaborer le plan d'engagement avec les parties prenantes du projet ATP, il est nécessaire de procéder à l'identification et une catégorisation des parties prenantes et de comprendre leurs besoins, leurs préoccupations et leurs attentes en matière de participation, ainsi que leurs priorités et leurs objectifs concernant les activités. Compte tenu de la complexité du projet ATP, il est important d'adopter une approche d'analyse des parties prenantes.

4.1.1 Approche d'analyse des parties prenantes

Les parties prenantes du projet ATP sont classées en quatre catégories en fonction de leurs influences et leurs impacts sur le projet telles que représentées dans la figure 1 ci-dessous :

Forte	C3 PEU CONCERNÉE / TRÈS INFLUENTE SATISFAISANTE	C4 TRÈS CONCERNÉE/TRÈS INFLUENTE ENGAGER
	C1 PEU CONCERNÉE/PEU INFLUENTE VEILLER	C2 TRÈS CONCERNÉE/PEU INFLUENTE INFORMER
INFLUENCE		
Faible	Faible	Fort
	IMPACT	

Figure 1 : Catégorisation des parties prenantes

Les parties prenantes de la **Catégorie 1** sont les parties prenantes qui ont un impact et une influence faibles sur le projet. Pour cette catégorie, la stratégie d'engagement sera de faire un effort minimal pour les suivre.

Les parties prenantes de la **Catégorie 2** sont les parties prenantes qui ont un impact fort et une influence faible sur le projet. Pour cette catégorie, la stratégie d'engagement sera de les informer régulièrement.

Les parties prenantes de la **Catégorie 3** sont les parties prenantes qui ont un impact faible et une influence forte sur le projet. Pour cette catégorie, la stratégie d'engagement sera de satisfaire leurs besoins et de les maintenir satisfaites.

Les parties prenantes de la **Catégorie 4** sont les parties prenantes qui ont un impact fort et une influence forte sur le projet. Pour cette catégorie, la stratégie d'engagement sera de les impliquer fortement et de les gérer avec une attention particulière, car elles sont les partenaires clés à la réussite du projet.

4.1.2 Identification et catégorisation des parties prenantes du projet ATP

Les parties prenantes du projet ATP sont listées en annexe 1 et dans le tableau I ci-dessous. Leurs catégorisations, selon la matrice des impacts et des influences et la nature des activités, sont représentées par les figures 2 et 3 ci-après.

Tableau 1 : identification et catégorisation des parties prenantes du projet ATP

Autorités gouvernementales	Organisations internationales
Services de l'État – Central <ul style="list-style-type: none"> • Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme • Ministère des Transports • Ministère de l'Industrie et des Mines • Ministère des Mines et de la Géologie • Ministère des Infrastructures Économiques • Ministère de l'Économie et des Finances • Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale • Ministère de la Protection de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique • Ministère de la Solidarité, de la Femme et de la Protection de l'Enfant • Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable • Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural 	<ul style="list-style-type: none"> • Agence française de Développement (AFD) • Agence de coopération internationale du Japon (JICA) • Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA) • Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) • Banque Mondiale • Banque Africaine de Développement • Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) • Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) • Union économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) • Union Européenne
Administrations territoriales	Communauté et individus affectés
<ul style="list-style-type: none"> • District Autonome d'Abidjan • Département d'Abidjan • Communes et quartiers - Abidjan - Port-Bouet; Treichville; Plateau; Attécoubé, Yopougon, Marcory, Adjamé et Koumassi 	Représentants des personnes affectées <ul style="list-style-type: none"> • Chefferie coutumière • Leaders communautaires • Chef de terre • Association de femmes
Organismes interministériels <ul style="list-style-type: none"> • Bureau National d'Études Techniques et de Développement (BNETD) 	Personnes affectées <ul style="list-style-type: none"> • Propriétaire foncier • Exploitant • Femme, jeune, groupe vulnérable • Commerçant informel • Vendeur ambulant
Organismes Publics <ul style="list-style-type: none"> • Société de Distribution d'eau de la Côte d'Ivoire (SODECI) 	

<ul style="list-style-type: none"> Compagnie Ivoirienne d'Électricité. (CIE) Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT) Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED) Port Autonome d'Abidjan 	Organisation non gouvernementale (ONG) et sociale et environnementale <ul style="list-style-type: none"> ONG environnementale ONG sociale (soutien aux travailleurs informels) ONG féminine (Promotion de la femme) ONG internationale
Comités nationaux, régionaux et préfectoraux	
<ul style="list-style-type: none"> Fédération Nationale des Acteurs du Commerce en CI (FENACCI) Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) Société Ivoirienne de Manutention et de Transit (SIMAT) Chambre de Commerce d'Industrie 	
Intérêts commerciaux	Le grand public et la société civile
Secteur privé	
<ul style="list-style-type: none"> Opérateur économique portuaire : (Bolloré Africa Logistics) Entreprises de transport terrestre, de logistique, de manutention, d'entreposage, de Transit/Transport, de production, de distribution, d'importation et d'exportation Cimentiers Entreprises de distribution (supermarchés) Opérateurs économiques riveraines des sites à réhabiliter Pétroliers : (GESTOCL, Dépôt AOT, MSST et SMB) 	
Syndicats et associations	
<ul style="list-style-type: none"> Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI) Haut Conseil du Patronat des Entreprises de Transport Routiers de Côte d'Ivoire (HCPETR) Organisation du Transport Routier du Faso (OTRAF) Comité Malien du Transport Routier (CMTR) Conseil Nigérien des Usagers du Transport (CNUT) Association des entreprises de camionnage Syndicats des chauffeurs Office Ivoirien des Chargeurs (OIC) Conseil Burkinabé des Chargeurs (CBC) Conseil Malien des Chargeurs (CMC) Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire (EMACI) 	
	Les médias
	<ul style="list-style-type: none"> RTI 1 RTI 2 Fraternité Matin Autres (à identifier)
	Les citoyens
	<ul style="list-style-type: none"> Habitants des quartiers touchés Habitants concernés par le projet
	Institutions Universitaires et de recherche
	<ul style="list-style-type: none"> Nationale Internationale

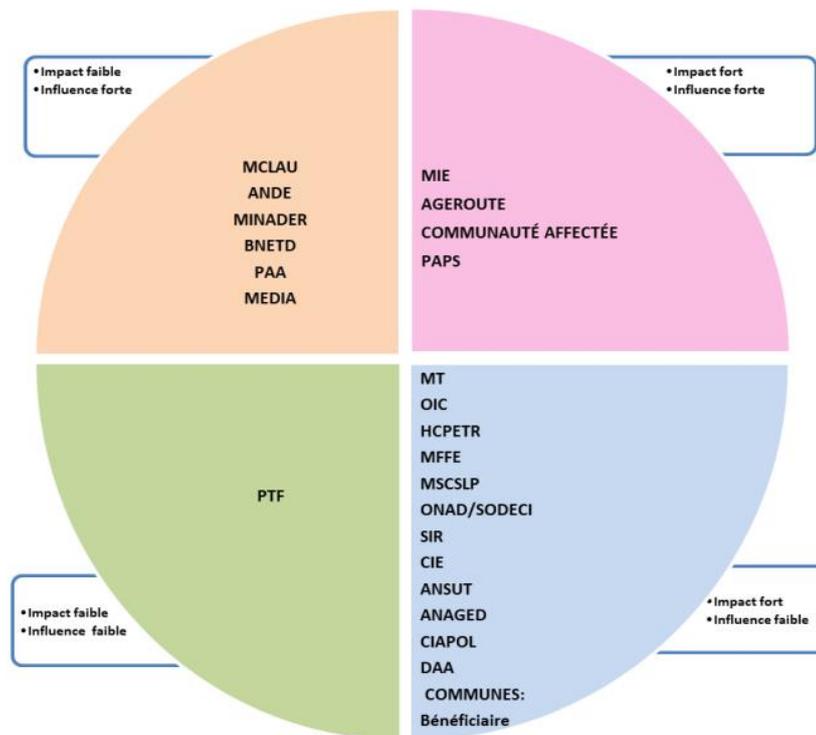


Figure 1 : parties prenantes du projet ATP- réhabilitation de boulevards

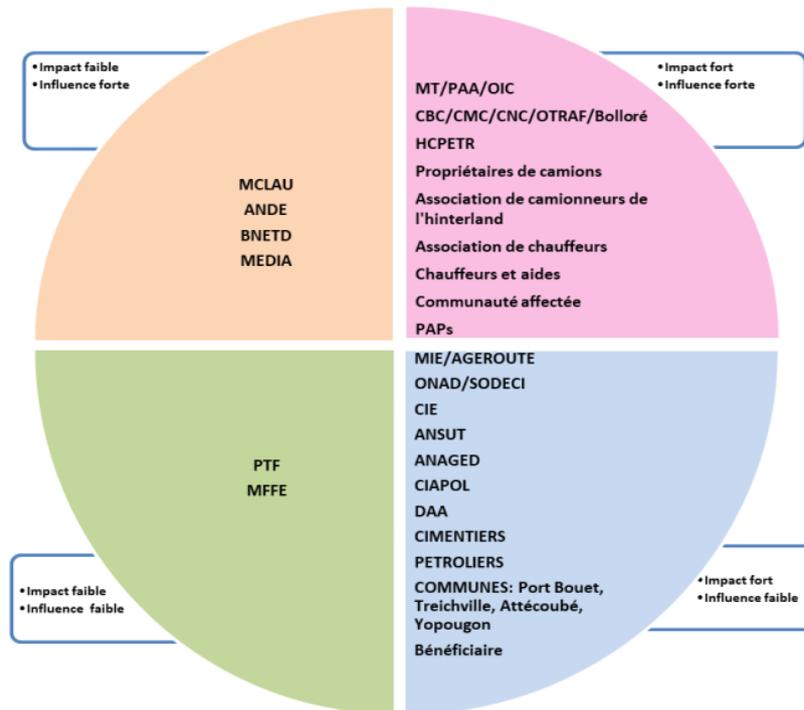


Figure 2 : parties prenantes du projet ATP- stationnement de camions de court terme

5 Engagement des parties prenantes

Différentes stratégies sont utilisées, suivant le niveau des impacts du projet sur la partie prenante et la capacité de la partie prenante à influencer le projet. Les stratégies prennent en compte les préoccupations et les intérêts des parties prenantes. Elles incluent les méthodes d'engagement recommandées et le calendrier des activités d'engagement. Il s'agit d'organiser des réunions d'échange et de planification participative avec les différentes catégories de parties prenantes. Ce processus inclut la mise en œuvre de stratégies d'engagement et d'outils de communication pour encourager les parties prenantes à partager leurs préoccupations, comme la boîte à questions, le mécanisme de gestion des plaintes ou autres outils jugés pertinents.

5.1 Moyens et outils de communication

5.1.1 Lettres, courriels, présentation visuelle, rapport et document de synthèse

Les lettres, courriels, présentation visuelle, rapport et document de synthèse conviennent lorsqu'il s'agit de demander l'engagement des parties prenantes ayant un intérêt particulier dans le projet comme les autorités gouvernementales, les agences publiques et des ONG nationales, et de les mettre au courant des mécanismes d'engagement et de divulgation des informations, avant et pendant la construction, ainsi que pendant la phase opérationnelle.

5.1.2 Affiches, posters, dépliants

Des enseignes et affiches illustratives (infographie) seront placées à l'entrée et des affiches seront placées sur les panneaux d'affichage sur chaque site du projet. Ainsi, les parties prenantes concernées seront mieux informées sur les mécanismes d'engagement et de divulgation des informations, une fois les rapports d'étude rendus publics avant, pendant la construction ainsi que durant la phase opérationnelle. Les panneaux de signalisation permettront également d'informer les communautés touchées au sujet des activités-clés qui pourraient les toucher (par ex: démarrage des travaux, accessibilité au site, etc.).

5.1.3 Site web

Les mécanismes d'engagement et les rapports d'études couvrant les phases de construction et d'exploitation du projet seront publiés sur le site Web du MCA – Côte d'Ivoire/CNPC-MCC. Il est prévu que les notifications en ligne seront utiles pour les parties prenantes d'intérêt.

5.1.4 Radio, télévision et presse écrite

La radio, la télévision et la presse écrite permettent d'informer et de sensibiliser le grand public notamment les bénéficiaires.

5.2 Moyens, outils et techniques de dialogue avec les parties prenantes

Les moyens, les outils et les techniques de dialogue avec les parties prenantes du projet ATP peuvent être les réunions publiques, les bulletins d'information, les journées portes ouvertes, les interviews, les groupes de travail, les groupes de concertation ciblés sur une base trimestrielle/annuelle, les enquêtes par questionnaire, le suivi de la perception et les consultations par le biais d'agents de liaison.

5.3 Prise en compte des personnes vulnérables dans les activités d'engagement des parties prenantes

Les personnes vulnérables sont celles qui, en raison d'une caractéristique particulière, comme le sexe, l'âge, l'origine ethnique, le handicap, la situation économique ou le statut social, peuvent être davantage affectées par la réhabilitation des voies identifiées et qui ont une capacité plus limitée que les autres pour bénéficier des mesures de compensation ou de restauration de subsistance.

Dans le contexte du projet ATP, les groupes potentiellement vulnérables peuvent être :

- Les personnes âgées et/ou handicapées ;
- Les jeunes déscolarisés ou sans emplois ;
- Les femmes en particulier les femmes cheffes de ménage ;
- Les ménages qui disposent de très peu de ressources, sous le seuil de pauvreté ;
- La présence de minorités ethniques ou d'autochtones reste à vérifier ;
- Les personnes déplacées et qui vivent ou travaillent dans la zone du projet ;
- Les détenteurs/détentrices d'activités commerciales informelles sur les trottoirs.

Des consultations spécifiques et ouvertes seront conduites pour entendre et prendre en compte les besoins de ces personnes ou groupes de personnes.

5.4 Thèmes de dialogue

La divulgation d'informations sur les projets pertinents aide les communautés affectées et autres parties prenantes à comprendre les risques, les impacts et les possibilités des projets. Fournir aux intervenants une information complète, exacte et compréhensible est indispensable pour permettre une participation significative. La communication préalable facilite les attentes et les bénéfices attendus du projet.

Les différents thèmes de dialogue peuvent porter sur les exigences du Compact Côte d'Ivoire, les rapports d'étude environnementale et sociale, les plans d'action de réinstallation, les critères de choix de sites de stationnement pour les camions, de sites de base vie, de site industriel et les mesures d'atténuation en vue de la libération des voies du port, etc.

5.4.1 Exigences du Compact Côte d'Ivoire

5.4.2 Rapport d'étude environnementale et sociale

Suite à la divulgation des documents de l'EIES et pendant la construction le MCA- Côte d'Ivoire fournira aux communautés affectées l'accès aux informations pertinentes.

Les renseignements suivants seront communiqués :

- (i) Le but, la nature et l'ampleur du projet ;
- (ii) La durée des activités proposées du projet ;
- (iii) Les risques et les impacts potentiels sur les communautés et les mesures d'atténuation pertinentes ;
- (iv) Le processus d'engagement des parties prenantes ;
- (v) Le mécanisme de règlement des griefs.

5.4.3 Rapport de plan d'action de réinstallation

Le dialogue avec les parties prenantes pourra porter sur :

- (i) L'identification des options qui visent à éviter ou minimiser les déplacements ;
- (ii) L'identification des personnes affectées et de leurs pertes, ainsi que les critères d'éligibilité à l'indemnisation et/ou à autre assistance ;
- (iii) Les mesures d'indemnisation, de déménagement et de restauration du niveau de vie, des moyens de subsistance et des revenus ;
- (iv) L'accessibilité à l'information sur plan de réinstallation et les procédures pour sa mise en œuvre et la divulgation publique du plan de réinstallation approuvé ;
- (v) Le processus d'engagement des personnes affectées et d'autres parties prenantes ;
- (vi) Le mécanisme de règlement des griefs.

5.4.4 Critères de choix du site de stationnement de camions

Le dialogue avec les parties prenantes pourra porter sur :

- (i) Choix du site ;
- (ii) Gestion du site ;
- (iii) Aménagement du site y compris les services fournis ;

- (iv) Mécanisme de contrôle ;
- (v) Tarification de l'usager à appliquer.

5.4.5 Critères de choix du site de base vie, de site industriel et site de base opérationnelle

Le dialogue avec les parties prenantes pourra porter sur :

- (i) Choix du site.

5.4.6 Mesures d'atténuation de la libération des voies du port

Les mesures d'atténuation de la libération des voies du port sont consignées dans le tableau en annexe 4.

5.5 Activités d'engagement des parties prenantes

Le processus d'engagement des parties prenantes est un processus continu, itératif, inclusif et transparent qui démarre le plus tôt dans la conception du projet et maintenu et mis en œuvre tout au long des phases d'exécution du Compact.

5.5.1 Activités d'engagement des parties prenantes réalisées

L'engagement des parties prenantes entreprises durant la phase de développement des projets du Compact et la préparation de l'entrée en vigueur jusqu'à ce jour, se résume à différentes séances d'information, de rencontres, des ateliers de sensibilisation, des échanges en ligne qui ont été organisés.

- Avec les autorités gouvernementales (MEER, MT, MFPE), plusieurs rencontres ont eu lieu afin d'expliquer les projets du programme Compact, les engagements pris par le GoCI, les conditions préalables avant l'entrée en vigueur et les stratégies à mettre en œuvre afin de satisfaire ces engagements ;
- Avec les mairies de la ville d'Abidjan concernées par le Projet ATP, le processus de déplacement des camionneurs et ses implications sur le projet ATP ;
- Avec les autres bailleurs, plusieurs séances ont eu lieu pour leur présenter le programme Compact et les possibilités de cofinancement ;
- Enfin, les populations entières ont été informées par le biais de publicités dans les journaux, des animations d'émission télévisée ou à la radio et la publication de bulletin d'information.

Plusieurs moyens de communication ont été utilisés à savoir des échanges en ligne pour permettre aux potentiels demandeurs et autres parties prenantes de poser des questions aux experts chargés du développement du Programme afin de mieux appréhender le processus.

Les résultats de ce processus de consultation réalisé sont résumés dans le tableau en annexe 4.

5.5.2 Activités d'engagement des parties prenantes à réaliser

L'engagement des parties prenantes est un processus continu entrepris durant les études détaillées, la divulgation des rapports des études, la construction et l'exploitation du projet.

Cette section du document vise à décrire quels renseignements seront divulgués, dans quels formats, les types de méthodes qui serviront à communiquer cette information et les méthodes qui seront utilisées pour consultation avec chacun des groupes d'intervenants identifiés.

Un dialogue, avec toutes les parties prenantes, sera engagé à travers divers moyens et outils de communication tels le site Internet (FAQ, formulaire de contact...), la lettre d'information, les conférences téléphoniques, les courriels/SMS et l'utilisation de partenaires relais qui agiront en tant que points focaux. D'autres moyens seront mis en œuvre comme les ateliers de participation active, les groupes de concertation, les rencontres/réunions, les réunions publiques et les journées portes ouvertes.

5.5.2.1 Dialogue avec les parties prenantes du projet ATP- réhabilitation de boulevards

Le tableau 2 ci-dessous donne les activités d'engagement avec les parties prenantes à mener dans le cadre des activités réhabilitation de boulevards.

Tableau 2: Activités d'engagement avec les parties prenantes à mener dans le cadre des activités réhabilitation de boulevards phase Études et Conception

Phase du projet	Catégorie	Partie prenante	Moyens/outils de consultation	Échéances	Message/contenu	Responsable
CONCEPTION DU PROGRAMME & ÉTUDES EIES/PAR ET ÉTUDE DE FAISABILITÉ de	CATÉGORIE 1	PTF	Groupe de concertation	Chaque trimestre	Projets en cours à Abidjan; possibilités de collaboration	SG-PR
	CATÉGORIE 2	MT	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		OIC	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Rapports d'étude	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		HCPETR	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Rapports d'étude	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		ONAD	Groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Rapports d'étude	SG-PR
		SODECI	Groupe de concertation	Pendant toute la durée des études	Rapports d'étude	SG-PR
		CIE	Groupe de concertation	Pendant toute la durée des études	Rapports d'étude	SG-PR
		ANSUT	Groupe de concertation	Pendant toute la durée des études	Rapports d'étude	SG-PR
		ANAGED	Groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		SIR	Interview	De juin et pendant toute la durée des études	Rapports d'étude	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire

Phase du projet	Catégorie	Partie prenante	Moyens/outils de consultation	Échéances	Message/contenu	Responsable
		CIAPOL	Groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		DAA	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		COMMUNES	Interview, groupe de concertation, réunion publique	Pendant toute la durée des études	Rapports d'étude	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		BÉNÉFICIAIRE	TV, Radio, bulletin d'information, enquête de perception, réunion publique	Pendant toute la durée des études	Rapports d'étude	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
	CATÉGORIE 3	MCLAU	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site de base vie	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		ANDE	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		MINADER	Interview, groupe de concertation			CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		BNETD	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		PAA	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		MEDIA				CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire

Phase du projet	Catégorie	Partie prenante	Moyens/outils de consultation	Échéances	Message/contenu	Responsable
	CATÉGORIE 4	MIE	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		AGEROUTE	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		COMMUNAUTÉ AFFECTÉE	Réunion publique, interviews, focus group, enquête par questionnaire, suivi de la perception, tv, radio, journaux, mécanisme de règlement des griefs	Pendant toute la durée de la préparation et la mise en œuvre du plan de réinstallation	Rapports d'étude et critères et mesures de choix de site et de restauration des revenus	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire
		PAPs	Réunion publique, interviews, focus group, enquête par questionnaire, suivi de la perception, tv, radio, journaux, mécanisme de règlement des griefs	Pendant toute la durée de la préparation et la mise en œuvre du plan de réinstallation	Rapports d'étude et critères et mesures de choix de site et de déménagement, d'indemnisation et de restauration des revenus	CNPC-MCC/MCA Côte d'Ivoire

Tableau 3 : Activités d’engagement avec les parties prenantes à mener dans le cadre des activités réhabilitation de boulevards phase de construction et d’exploitation

PHASE DU PROJET	Catégorie	PARTIE PRENANTE	Moyens/outils de consultation	Échéances	Message/contenu	Responsable
CONSTRUCTION ET EXPLOITATION	CATÉGORIE 1	PTF	Groupe de concertation	Chaque mois	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration	SG-PR
	CATÉGORIE 2	MT	Interview, groupe de concertation	Chaque mois	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration	MCA-CI
		OIC	Interview, groupe de concertation	Chaque mois	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration	MCA-CI
		HCPETR	Consultation annuelle	Chaque année	Suivi de la perception	MCA-CI
		ONAD	Interview, groupe de concertation, surveillance participative	À chaque mois	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration	MCA-CI
		ANAGED	Interview, groupe de concertation, surveillance participative	À chaque trimestre	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration	MCA-CI
		DAA	Interview, groupe de concertation, surveillance participative	À chaque trimestre	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration	MCA-CI
		COMMUNES	Interview, groupe de concertation, surveillance participative	À chaque trimestre de l'	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration	MCA-CI
		BÉNÉFICIAIRE	Interview, groupe de concertation	À chaque trimestre	Suivi de la perception	MCA-CI
		CATÉGORIE 3	MCLAU	Surveillance participative, groupe de concertation	À chaque trimestre	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration

PHASE DU PROJET	Catégorie	PARTIE PRENANTE	Moyens/outils de consultation	Échéances	Message/contenu	Responsable
		ANDE	Surveillance participative, groupe de concertation	À chaque trimestre	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration	MCA-CI
		MINADER	Groupe de concertation	Chaque trimestre	Coordination du trafic routier ;	MCA-CI
		BNETD	Surveillance participative, groupe de concertation	À chaque trimestre	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration	MCA-CI
		PAA	Groupe de concertation	À chaque trimestre	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration	MCA-CI
		MEDIA	Interview	À chaque trimestre	État d'avancement des projets	MCA-CI
	CATÉGORIE 4	MIE	Surveillance participative, groupe de concertation	À chaque trimestre	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration	MCA-CI
		AGEROUTE	Surveillance participative, groupe de concertation	À chaque trimestre	État d'avancement des projets ; Coordination du trafic routier ; Possibilité de collaboration	MCA-CI
		COMMUNAUTÉ AFFECTÉE	Surveillance participative, interview, focus group, enquête par questionnaire	À chaque trimestre	État d'avancement des projets y compris le mise en œuvre du plan de réinstallation	MCA-CI
		PAPs	Surveillance participative, interview, focus group, enquête par questionnaire	À chaque trimestre	État d'avancement des projets y compris la mise en œuvre du plan de réinstallation	MCA-CI

5.5.2.2 Dialogue avec les parties prenantes du projet ATP- stationnement de camions

Le tableau en annexe 2 indique les différentes parties prenantes, les sujets de dialogue et les outils ou moyens à utiliser pour l'engagement.

6 Enregistrement des plaintes et gestion des griefs

6.1 Principes du mécanisme

Le mécanisme de règlement des griefs du projet ATP est conçu pour être simple, robuste et utilisable facilement par les populations affectées. Il a pour objectif de recueillir les préoccupations ou les plaintes des personnes affectées ou intéressées par les activités du projet. Ce mécanisme doit pouvoir être :

- Compréhensible par les populations locales, quel que soit leur niveau d'éducation ;
- Réactif (les plaignants doivent se voir indiquer un délai de réponse de la part du Projet) ;
- Culturellement approprié et accessible (utilisant des technologies et des méthodes comprises par les populations locales, y compris les illettrés) ;
- Non discriminant, c'est-à-dire accessible à tous les individus, hommes ou femmes ;
- Sans aucun coût pour les plaignants, qu'il s'agisse du coût d'un éventuel déplacement ou d'un possible recours à une tierce partie ;
- Dans tous les cas, la gestion des plaintes n'entraînera pas de recours à la force ou à la contrainte.

6.2 Mesures à mettre en œuvre

Les mesures suivantes seront mises en place pour atteindre ces objectifs :

- Un point focal désigné sera chargé, pour chaque site du projet, d'assurer l'enregistrement des préoccupations et de les reverser à la Direction ESP ;
- Au niveau de chaque site de projet, le mécanisme de gestion des plaintes sera expliqué aux riverains pour chaque activité et/ou sous activité. Des explications particulières seront données aux personnes vulnérables ;
- Les différents moyens de déposer une plainte seront indiqués sur des panneaux d'information disposés aux entrées des chantiers ;
- Le chef de quartier/chef de communauté/chef de service technique de la mairie pourra recueillir les plaintes des riverains ou des personnes affectées et/ou de leurs représentants, et les transmettre au point focal qui les reversera à la Direction ESP où elles seront enregistrées. Cette transmission pourra être effectuée oralement par téléphone ou par voie écrite. Un registre sera mis à la disposition du chef de quartier/chef de communauté/chef de service technique de la mairie où les activités et sous activités interviennent ;
- L'assistant du Directeur ESP sera formé à recevoir les plaintes, à les enregistrer dans la base de données des plaintes ;
- Toutes les plaintes devront être documentées et enregistrées par la Direction ESP, ainsi que les réponses qui leur sont apportées. Les plaintes enregistrées dans le système de gestion des plaintes seront classées par activité et sous activité. Un mécanisme d'enregistrement des plaintes est prévu afin d'en faciliter la collecte.

6.3 Procédure de résolution des plaintes

Certaines plaintes simples peuvent être réglées directement par les agents du Projet présents sur le terrain ou les représentants de l'entrepreneur responsable des travaux, au moment de l'enregistrement de la plainte par le point focal. D'autres plaintes plus complexes pourront nécessiter l'intervention d'une tierce partie. Les règlements à l'amiable constituent la première étape de règlement des plaintes. Cependant, si aucune solution amiable n'est trouvée, il pourra être fait appel à une tierce partie pour effectuer une médiation (ex. le chef de village ou de quartier ou le représentant de la Mairie). Si aucune solution n'est trouvée par cette action de médiation, le plaignant pourra saisir la justice. Trois niveaux de résolution des plaintes sont donc possibles notamment, le règlement amiable sans médiation, le règlement amiable avec médiation ou le traitement judiciaire.

7 Suivi du processus de consultation et d'engagement avec les parties prenantes

Le processus d'engagement avec les parties prenantes et le mécanisme de gestion des plaintes seront intégrés dans le suivi des mesures environnementales et sociales du projet ATP. Les rapports de suivi et évaluation détailleront les activités d'engagement avec les parties prenantes, le nombre de plaintes enregistrées, leur nature, la provenance des plaignants, les délais et la nature des réponses apportées par le Projet. Ce processus de suivi inclut la revue annuelle du Plan d'engagement ainsi que le suivi et l'évaluation des stratégies d'engagement, du registre des communications, de la boîte à questions et du mécanisme de gestion des plaintes. Une base de données Excel sur les parties prenantes est créée par le CNPC/MCA-Côte d'Ivoire et mise à jour régulièrement pour être transférée en suite sur un logiciel spécialisé.

8 Fonctions de gestion

8.1 Intégration dans le SGES

L'engagement des parties prenantes est un élément essentiel du SGES du MCA- Côte d'Ivoire. Les informations ressortant des engagements seront intégrées de manière systématique au SGES et permettront d'analyser en continu les parties prenantes et d'évaluer leurs intérêts et inquiétudes ; d'informer et de recevoir de la part des parties prenantes leur suggestion, d'évaluer l'efficacité du mécanisme de règlement des griefs mis en place, d'impliquer les parties prenantes à la surveillance du projet.

8.2 Responsabilité de la supervision

La responsabilité de la supervision et de la mise en œuvre des activités d'engagement des parties prenantes sera confiée à une équipe dirigée par le Directeur Exécutif ATP. Elle est composée du Directeur ESP, du Chef d'équipe et de l'Expert en Engagement des parties prenantes de ESOC ATP, du Chef d'équipe de l'Ingénieur, des Directeurs de chantiers, de points focaux relais désignés sur chaque site de projet qui peuvent être le chef de quartier ou le chef de communauté ou le chef de service technique de la mairie ou leurs représentants.

Les entreprises et l'Ingénieur responsable de la construction sont contractuellement liés au maître d'ouvrage pour appliquer le SGES, les PEPP, les PGES spécifiques et les autres plans de surveillance de la gestion environnementale et sociale fournis par le MCA- Côte d'Ivoire.

Cette équipe aura la responsabilité de :

- L'enregistrement des préoccupations dans la base de données des plaintes ;
- D'expliquer le mécanisme de règlement des plaintes ;
- Superviser le traitement et la résolution de tous les griefs ;
- Superviser la divulgation du résumé non technique des rapports d'EIES/PGES, d'audit, etc. ;
- Veiller à ce que le PEPP et les méthodes d'engagement disponibles soient rendus publics ;
- Rendre des rapports périodiques au coordonnateur du CNPC-MCC/Directeur général du MCA-CI.

8.3 Ressources humaines associées à l'engagement des parties prenantes et la formation du personnel

L'équipe d'engagement des parties prenantes sera bien formée et les ressources nécessaires seront mises à leur disposition pour la supervision des activités. Les différents postes décrits dans la section 8.2 seront pourvus le plus tôt possible pour s'assurer que toutes les activités liées à l'engagement des parties prenantes soient mises en œuvre conformément aux exigences des directives environnementales du MCC et les normes de performance de la SFI. Des formations périodiques seront organisées à l'intention de tout le personnel du CNPC/MCA- Côte d'Ivoire et seront étendues aux entités de mise en œuvre, aux entrepreneurs et aux ingénieurs de supervision. Le tableau ci-dessous donne les différents thèmes à aborder, le public cible et le nombre de sessions prévues.

Tableau 4 : formation du personnel

Thèmes à aborder	Participants/ nombre de participants	Nombre de sessions
Exigences environnementales et sociales du Programme Compact Côte d'Ivoire	CTCTR/MCA- COTE D'IVOIRE	2
Introduction aux normes de performance de la SFI et au SGES : norme de performance n° 1, le système de gestion environnementale et sociale et l'engagement des parties prenantes dans le contexte du projet ATP	CTCTR/MCA- COTE D'IVOIRE	2
Exigences de la norme de performance n°1 de la SFI relatives à l'engagement des parties prenantes ; Le plan, les outils et matériel d'engagement des parties prenantes du projet ATP	MCA-CI/équipe EPP	1
Le Système de Gestion Environnementale et Sociale du projet ATP et ses exigences	MCA-CI, CTCTR, entrepreneurs du projet et des ingénieurs de supervision	6

Thèmes à aborder	Participants/ nombre de participants	Nombre de sessions
Formation et renforcement des capacités identifiés au cours des consultations	Tous les niveaux de l'organisation du projet ATP et le CTCTR.	Pendant toute la période de mise en œuvre du Compact.

8.4 Budget pour la mise en œuvre du PEPP

Le budget de mise en œuvre du PEPP est estimé à 345 000 dollars USD dont 195 000 dollars USD durant la phase étude et conception du projet, et de 30 000 dollars USD par an pendant la phase de construction et d'opération. Toutefois, le budget détaillé sera finalisé une fois le recrutement et l'acquisition du logiciel de gestion des parties prenantes.

ANNEXE 1 : LISTES DES PARTIES PRENANTES DU PROJET ATP

Groupes et organisations ciblées	Directions / Services spécifiques	Activités du Compact		Liens avec le projet
		Réhabilitation de routes	Stationnement de camions	
Services de l'État – Central				
Min. de la Construction, du Logement, et de l'Urbanisme	Direction Générale de l'Urbanisme et du Foncier	x	x	Implication directe dans la détermination des sites potentiels de base vie des entrepreneurs, des sites de stationnement court et TPLC, l'élaboration et la validation des TDR et des rapports des EIES/PGES et des PAR des activités du projet ATP selon la procédure nationale.
Min. des Transports	OFT	x		Implication directe dans les activités de gestion du trafic, l'élaboration des TdR et les rapports des études APD, les plans de déviations.
	OIC	x	x	Implication directe dans la détermination des sites de court et TPLC et leur mode de gestion,
	PAA	x	x	Implication directe dans la détermination des sites potentiels de base vie des entrepreneurs, des sites de stationnements de court terme et TPLC,
	DGTTCC	x		Implication directe dans les activités de gestion du trafic, l'élaboration des TdR et les rapports des études APD, les plans de déviations.
	OSER	x		Implication directe dans les activités de gestion du trafic et de la sécurité routière, l'élaboration des TdR et les rapports des études APD, les plans de déviations.
Min. de l'Industrie et des Mines	AGEDI		x	Implication directe dans la détermination des sites potentiels de base vie des entrepreneurs, des sites de stationnement de court terme et TPLC.
Min. de l'Équipement et de l'Entretien Routier	DGIR	x	x	Implication directe dans l'identification et l'élaboration des plans de recollement des réseaux publics, l'élaboration des TdR et des rapports des études APD, les plans de déviations, dans la détermination des sites potentiels de base vie des entrepreneurs, des sites de stationnements de court terme et TPLC.
	AGERROUTE	x	x	Implication directe dans l'identification et l'élaboration des plans de recollement des réseaux publics, l'élaboration des TdR et les rapports des études APD, les plans de déviations, dans la détermination des sites potentiels de base vie des entrepreneurs, des sites de stationnements de court terme et TPLC
	LBTP	x		Implication directe dans l'élaboration des TdR et rapports des études APD,
	FER	x		Implication directe dans l'élaboration des TdR et rapports des études APD,
Min. de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	INPHB	x		Implication directe dans l'élaboration des TdR et rapports des études APD
Min. du Plan et du Développement		x	x	Implication directe dans l'élaboration des TdR et rapports des études APD
Ministère de l'Économie et des Finances	Paierie			Préside la Commission Administrative responsable du calcul de la purge des droits coutumiers et paie la purge
Min. de l'Emploi et de la Protection	Caisse Nationale de la Prévoyance	x	x	Implication directe dans le contrôle des entreprises de travaux notamment dans la promotion

Groupes et organisations ciblées	Directions / Services spécifiques	Activités du Compact		Liens avec le projet
		Réhabilitation de routes	Stationnement de camions	
Sociale	Sociale			de la santé et sécurité au travail, l'assistance aux populations vulnérables, la lutte contre l'extrême pauvreté
Min. de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes		x	x	Implication directe dans le contrôle des entreprises de travaux notamment dans la promotion du recrutement des jeunes dans les THIMO
Min. de la Femme, de la Famille et de l'Enfant		x	x	Implication directe dans les activités de promotion de l'égalité des genres et prise en compte des enjeux liés aux femmes
Min. de l'Environnement et du Développement Durable	Centre Ivoirien Anti-Pollution (CIAPOL)	x	x	Implication directe dans l'élaboration et la validation des TDR et des rapports des EIES/PGES des activités du projet ATP selon la procédure nationale, implication dans l'élaboration du SGES du projet ATP
	Agence Nationale de l'Environnement (ANDE)	x	x	Implication directe dans l'élaboration et la validation des TDR et des rapports des EIES/PGES et des PAR des activités du projet ATP selon la procédure nationale, implication dans l'élaboration du SGES du projet ATP
Min. de l'Assainissement et de la Salubrité	Direction de l'Assainissement Urbain et du Drainage			Implication directe dans l'élaboration des TdR et rapports des études APD, notamment les études et rapports des EIES/PGES
	Agence Nationale de la Gestion des Déchets (ANAGED)	x	x	Implication directe dans l'élaboration des TdR et rapports des études APD, notamment les études et rapports des EIES/PGES
	ONAD	x	x	Implication directe dans l'élaboration des TdR et rapports des études APD, notamment les études et rapports des EIES/PGES
BNETD		x	x	Implication directe dans l'élaboration des TdR et rapports des études APD
Concessionnaires	SODECI	x	x	Implication dans l'identification des réseaux d'eau et d'assainissement
	CIE	x	x	Implication dans l'identification du réseau d'électricité
	ANSUT	x	x	Implication dans l'identification des réseaux de télécommunication
Administrations territoriales :				
District Autonome d'Abidjan	Dir. de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Habitat	x	x	Implication directe dans les études de PAR
	Agence d'Urbanisme et de Prospective d'Abidjan	x	x	Préparation des documents d'urbanisme et accompagnement dans leur mise en œuvre ; Surveillance de la cohérence des différents développements avec les grandes orientations d'urbanisme / SDUGA
	Dir. Environnement et Développement Durable	x	x	Implication directe dans les études EIES
	Dir. Transport et Mobilité Urbaine	x	x	Implication dans l'élaboration de plans de circulation, dans l'identification des infrastructures sociales

Groupes et organisations ciblées	Directions / Services spécifiques	Activités du Compact		Liens avec le projet
		Réhabilitation de routes	Stationnement de camions	
	Dir. des Parcs et Espaces Verts	x	x	Implication directe dans les études EIES
	Dir. Emploi des Jeunes	x	x	Implication directe dans la promotion du recrutement des jeunes dans les THIMO
	Dir. Prévention et Protection Civile	x	x	Implication directe dans le contrôle des entreprises de travaux notamment dans la promotion de la santé et sécurité au travail
Département d'Abidjan	Préfet départemental			Implication dans la réalisation des enquêtes publiques
Communes et quartiers - Abidjan - Port-Bouet; Treichville; Plateau; Attécoubé, Yopougon, Marcory, Adjamé et Koumassi	Maire / Conseil Communal	x	x	Responsable du développement de la commune, Participation à la CAI
	DG des Services Techniques	x	x	Planification urbaine, Voirie
	Dir. Des Affaires Socio-culturelles	x	x	Relation avec les communautés
	Police de proximité	x	x	Sécurité
	Chefs de quartier	x	x	Représentants de la mairie au niveau du quartier, Communication avec les populations
Communauté affectée				
Chefferie coutumière		x		Communauté affectée
Leaders communautaires		x		Communauté affectée
Chef de terre		x		Communauté affectée
PAP - Propriétaires fonciers		x		Ménage affecté
PAP - Exploitants		x		Ménage affecté
Femmes/association de femmes		x		Communauté affectée
Jeunes		x		Communauté affectée
Communauté d'accueil		x		Communauté affectée
Groupes vulnérables		x		Communauté affectée
Commerçants formels / informels affectés		x		Communauté affectée
Vendeurs Ambulants		x		Communauté affectée
ONG / OSC				
ONG- Environnement (à identifier)		x	x	Protection de l'environnement
ONG- Soutien aux travailleurs informels (à identifier)		x	x	Protection des droits des travailleurs
ONG- Promotion de la femme (à identifier)		x	x	Promotion de l'égalité du genre
ONG-Développement communautaire et		x	x	Promotion du développement communautaire, des moyens de subsistance et des micros et petites entreprises

Groupes et organisations ciblées	Directions / Services spécifiques	Activités du Compact		Liens avec le projet
		Réhabilitation de routes	Stationnement de camions	
économique (à identifier)				
Secteur privé				
Bolloré Africa Logistics			x	Opérateur du terminal à conteneur du port d'Abidjan
Cimentiers			x	
Pétroliers : GESTOCI, Dépôt AOT, MSTT, SMB			x	Détenteurs de gros stocks de carburant nécessitant le transport par camions-citernes
Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI)		x		Union entre les groupements professionnels, les syndicats et associations professionnelles de l'industrie, du commerce, des services et de l'agriculture
Fédération Nationale des Acteurs du Commerce en CI (FENACCI)		x		Implication dans la détermination des services au sein des stationnements de court terme et TPLC
Transporteurs formels / informels	Haut Conseil du Patronat des Entreprises de Transport Routiers de Côte d'Ivoire (HCPETR)	x	x	Implication dans la détermination des sites et des services au sein des stationnements de court terme et TPLC
	Comité Malien du Transport Routier (CMTR)		x	Implication dans la détermination des sites et des services au sein des stationnements de court terme et TPLC
	Conseil Nigérien des Usagers du Transport (CNUT)		x	Implication dans la détermination des sites et des services au sein des stationnements de court terme et TPLC
	Organisation du Transport Routier du Faso		x	Implication dans la détermination des sites et des services au sein des stationnements de court terme et TPLC
Syndicats de chauffeurs		x	x	Implication dans la détermination des sites et des services au sein des stationnements de court terme et TPLC
Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI)				
Associations des entreprises de camionnage			x	Implication dans la détermination des sites et des services au sein des stationnements de court terme et TPLC
Milieu des affaires	Chambre de Commerce d'Industrie			
	Fédération Nationale des Acteurs du Commerce en Côte d'Ivoire (FENACCI)			
	Société Ivoirienne de Manutention et de Transit (SIMAT)		x	Implication dans la détermination des sites et des services au sein des stationnements de court terme et TPLC

Groupes et organisations ciblées	Directions / Services spécifiques	Activités du Compact		Liens avec le projet
		Réhabilitation de routes	Stationnement de camions	
Associations de fret/ chargeurs	Office Ivoirien des Chargeurs (OIC)	x	x	Implication dans la détermination des sites et des services au sein des stationnements de court terme et TPLC
	Conseil Burkinabé des Chargeurs (CBC)	x	x	Implication dans la détermination des sites et des services au sein des stationnements de court terme et TPLC
	Conseil Malien des Chargeurs (CMC)	x	x	Implication dans la détermination des sites et des services au sein des stationnements de court terme et TPLC
	Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire (EMACI)	x	x	Implication dans la détermination des sites et des services au sein des stationnements de court terme et TPLC
Médias (nationaux, régionaux et locaux)				
à identifier		x	x	RTI 1 et 2 et Radio Nationale
Partenaires techniques et financiers (PTF)				
Agence Française de Développement		x		Expériences et financement de projets similaires
Banque Mondiale		x	x	Expériences et financement de projets similaires
Banque Africaine de Développement		x		Expériences et financement de projets similaires
CEDEAO		x		Expériences et financement de projets similaires
BOAD		x		Expériences et financement de projets similaires
EU		x		Expériences et financement de projets similaires
JICA		x		Expériences et financement de projets similaires
KOICA		x		Expériences et financement de projets similaires
USAID		x		Expériences et financement de projets similaires
UEMOA		x		Expériences et financement de projets similaires

ANNEXE 2 : ACTIVITÉS D'ENGAGEMENT AVEC LES PARTIES PRENANTES À MENER DANS LE CADRE D'ACTIVITÉS STATIONNEMENT DE CAMIONS- PHASE CONCEPTION ET ÉTUDES

PHASE DU PROJET	PARTIE PRENANTE		Moyens/outils de consultation	Échéances	Message/contenu	Responsable
CONCEPTION DU PROGRAMME & ÉTUDES EIES/PAR ET ÉTUDE DE FAISABILITÉ de	CATEGORIE 1	PTF	Groupe de concertation	Chaque trimestre	Projet en cours à Abidjan ; possibilités de collaboration	SG-PR
	CATÉGORIE 2	MIE	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact ; Rapports d'étude Critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		AGEROUTE	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		ONAD	Groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Rapports d'étude et critères de choix de site	SG-PR
		SODECI	Groupe de concertation	Pendant toute la durée des études	Rapports d'étude et critères de choix de site	SG-PR
		CIE	Groupe de concertation	Pendant toute la durée des études	Rapports d'étude et critères de choix de site	SG-PR
		ANSUT	Groupe de concertation	Pendant toute la durée des études	Rapports d'étude et critères de choix de site	SG-PR
		ANAGED	Groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		CIAPOL	Groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		DAA	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		Cimentiers	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Choix du site du Stationnement	CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		Pétroliers détenteurs de gros	Interview, groupe de	De juin et pendant	Choix du site du	CNPC-

PHASE PROJET	DU	PARTIE PRENANTE	Moyens/outils de consultation	Échéances	Message/contenu	Responsable
		stocks : GESTOCI, Dépôt AOT, MSTT et SMB	concertation	toute la durée des études	Stationnement	MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		COMMUNES	Interview, groupe de concertation, réunion publique	Pendant toute la durée des études	Rapports des études et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		BÉNÉFICIAIRE	TV, Radio, Newsletter, interviews, focus group, enquête de perception, réunion publique	Pendant toute la durée des études	Rapport des études	CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
	CATÉGORIE 3	MCLAU	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		ANDE	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		BNETD	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		MEDIA				CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
	CATÉGORIE 4	MT	Interview, groupe de concertation	De juin et pendant toute la durée des études	Exigences du Compact, Rapports d'étude ; Critères de choix de site : gestion du site, mécanisme de contrôle, aménagement du site, tarification de l'usage à appliquer et tarification appliquée ailleurs ; Mesures d'atténuation de la libération des voies principales du port	CNPC-MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		PAA	Interview, groupe de	De juin et pendant	Exigences du Compact,	CNPC-

PHASE PROJET	DU	PARTIE PRENANTE	Moyens/outils consultation	de	Échéances	Message/contenu	Responsable
			concertation		toute la durée des études	Rapports d'étude ; Critères de choix de site : choix du site, aménagement du site, gestion du site, mécanisme de contrôle, tarification de l'usage à appliquer et tarification appliquée ailleurs; Mesures d'atténuation de la libération des voies principales du port	MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		OIC	Interview, groupe de concertation		De juin et pendant toute la durée des études	Rapport des études et critères de choix de sites : choix du site du stationnement, aménagement du site, gestion du site, liens avec les camionneurs	CNPC- MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		Autres Chargeurs (importateur ou exportateur de frets): CBC/CMC/CNC/OTRAF/Bolloré	Interview, groupe de concertation		De juin et pendant toute la durée des études	Rapport des études et critères de choix de sites : choix du site du stationnement, aménagement du site, gestion du site, liens avec les camionneurs	CNPC- MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		HCPETR	Interview, groupe de concertation, focus group		De juin et pendant toute la durée des études	Rapports d'étude ; Critères de choix de site : choix du site, aménagement du site, gestion du site, disposition à payer; Mesures d'atténuation de la libération des voies principales du port	CNPC- MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		Propriétaires de camions,	Interview, groupe de			Aménagement du site	CNPC-

PHASE PROJET	DU	PARTIE PRENANTE	Moyens/outils de consultation	Échéances	Message/contenu	Responsable
			concertation, focus group			MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		Association de camionneurs de l'arrière-pays	Interview, groupe de concertation, focus group		Choix du site du stationnement, aménagement du site, gestion du site, disposition à payer	CNPC- MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		Association de chauffeurs	Interview, groupe de concertation, focus group		Aménagement du site, disposition à payer	CNPC- MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		Chauffeurs et aides	Interview, groupe de concertation, focus group		Aménagement du site, disposition à payer	CNPC- MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		COMMUNAUTÉ AFFECTÉE	Réunion publique, interviews, enquête par questionnaire, suivi de la perception, tv, radio, journaux, mécanisme de règlement des griefs	Pendant toute la durée des études	Rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC- MCC/MCA- Côte d'Ivoire
		PAPs	Réunion publique, interviews, enquête par questionnaire, tv, rdio, journaux, suivi de la perception, mécanisme de règlement des griefs	Pendant toute la durée des études	Rapports d'étude et critères de choix de site	CNPC- MCC/MCA- Côte d'Ivoire

ANNEXE 3 : ACTIVITÉS D'ENGAGEMENT AVEC LES PARTIES PRENANTES À MENER DANS LE CADRE D'ACTIVITÉS STATIONNEMENT DE CAMIONS- PHASE CONSTRUCTION ET EXPLOITATION

PHASE PROJET	DU	PARTIE PRENANTE	Moyens/outils consultation	de	Échéances	Message/contenu	Responsable
CONSTRUCTION ET EXPLOITATION	CATEGORIE 1	PTF	Groupe de concertation		Chaque mois	État d'avancement du projet ; Possibilité de collaboration	SG-PR
	CATÉGORIE 2	MIE	Interview, groupe de concertation		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		AGEROUTE	Interview, groupe de concertation		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		ONAD	Groupe de concertation		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		ANAGED	Groupe de concertation, surveillance participative		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		CIAPOL	Groupe de concertation, surveillance participative		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		DAA	Groupe de concertation, surveillance participative		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		Cimentiers	Interview, groupe de concertation		Chaque année	État d'avancement du projet	MCA-CI
		Pétroliers détenteurs de gros stocks : GESTOCI, Dépôt AOT, MSTT et SMB	Interview, groupe de concertation		Chaque année	État d'avancement du projet	MCA-CI
		COMMUNES	Groupe de concertation, surveillance participative		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		BÉNÉFICIAIRE	Enquête de perception, réunion publique		Chaque année	Suivi de la perception	MCA-CI
	CATÉGORIE 3	MCLAU	Surveillance participative, groupe de concertation		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		ANDE	Surveillance participative, groupe de concertation		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		BNETD	Surveillance participative, groupe de concertation		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI

PHASE PROJET	DU	PARTIE PRENANTE	Moyens/outils consultation	de	Échéances	Message/contenu	Responsable
		MEDIA	Interview		Chaque trimestre	État d'avancement du projet	MCA-CI
	CATÉGORIE 4	MT	Surveillance participative, groupe de concertation		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		PAA	Surveillance participative, groupe de concertation		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		OIC	Surveillance participative, groupe de concertation		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		Autres Chargeurs (importateur ou exportateur de frets) : CBC/CMC/CNC/OTRAF/Bolloré	Interview, groupe de concertation		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		HCPETR	Interview, groupe de concertation, focus group		Chaque mois	État d'avancement du projet	MCA-CI
		Propriétaires de camions	Interview, groupe de concertation, focus group		Chaque trimestre	État d'avancement du projet	MCA-CI
		Association de camionneurs de l'hinterland	Interview, groupe de concertation, focus group		Chaque trimestre	État d'avancement du projet	MCA-CI
		Association de chauffeurs	Interview, groupe de concertation, focus group		Chaque trimestre	État d'avancement du projet	MCA-CI
		Chauffeurs et aides	Interview, groupe de concertation, focus group		Chaque trimestre	État d'avancement du projet	MCA-CI
		Communautés Affectées	Surveillance participative, enquête par questionnaire, suivi de la perception, mécanisme de règlement des griefs		Chaque trimestre	État d'avancement du projet	MCA-CI
		PAPs	Interviews, enquête par questionnaire, suivi de la perception, mécanisme de règlement des griefs		Chaque trimestre	État d'avancement du projet	MCA-CI

ANNEXE 4 : MESURES D'ATTÉNUATION DE LA LIBÉRATION DES VOIES DU PORT

RISQUES/IMPACTS IDENTIFIES	MESURES D'ATTÉNUATION	ÉCHÉANCE	RESPONSABLE
Capacité des sites de stationnement temporaire insuffisante	Identifier d'autres sites de stationnement temporaire en plus des sites Ex-HINO et de l'OIC	Août 2018	MT/MCLAU/DAA
Site de stationnement temporaire non aménagé	Aménager des sites de stationnement temporaire	À définir	MT/MIE
Site de stationnement temporaire non sécurisé	Améliorer la sécurité des camionneurs sur les sites de stationnement temporaire par des patrouilles fréquentes	À partir de juillet 2018	MT
Pas de mécanisme de règlement des griefs	Mise en place d'un mécanisme de règlement des griefs	Juillet 2018	MT
Mauvaise gestion du système d'appel des camionneurs pour le chargement et retard dans la délivrance des documents douaniers des camions chargés de frets de la gare de l'OIC	Améliorer le dispositif de délivrance des documents douaniers de sortie	Juillet 2018	MT/MINISTÈRE DU BUDGET
Agences pas suffisamment sensibilisées sur les exigences environnementales du Compact	Organiser des réunions et des ateliers de sensibilisation des agences et des ministères sur les exigences environnementales du Compact	Juin 2018	CNPC-MCC/ MCA COTE D'VOIRE
Absence d'installation de bien-être adéquate (toilette, restauration, sécurité)	Installer des toilettes et des restaurants sur les sites de stationnement temporaire	À définir	MT
Augmentation des vecteurs de maladie faute d'un manque de gestion des déchets	Promouvoir l'hygiène sur les sites de stationnement temporaire	Juillet 2018	MT/MINSEDD

ANNEXE 5 : ACTIVITÉS D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES RÉALISÉES A CE JOUR

Date de la consultation	Lieu de la consultation	Partie prenante consultée	Méthode de consultation	Sujets de discussion	Questions soulevées	Actions de suivi
1 ^{er} octobre au 05 octobre 2018	Radisson Blu	Membres du CTCTR Groupe technique MEER, MT, Groupe Consultatif DAD, l'ONAD, DU, ANDE, CIAPOL, ANAGED, BNETD, l'INP/ENSEA	Groupe de concertation	- Finaliser les budgets des IEA, y compris les ressources humaines et les équipements, formation et logistique ; - Présentation de la vision du PAA sur le stationnement des camions	- Recrutement de personnel à travers les accords (exemple d'archiviste), l'adéquation dans le chiffrage des activités, partage d'expérience d'autres pays comme le Sénégal, la différence dans les honoraires des différents ingénieurs, identification du personnel à impliquer dans l'activité	Poursuivre les échanges sur les accords Tenir la première réunion du CTCTR
10 août 2018	Salle de conférence du CNPC, 8 ^{ème} Étage appt D82	Journaliste M. Kassoum Kanaté Radio Al-Bayane	Réunion de préparation pour l'émission Tribune Jeune du 11 Aout 2018	- Présentation des différentes émissions de la Radio Al- Bayane et plus spécifiquement de l'émission Tribune Jeune - Revue des questions et des thématiques à aborder.		
23-25 juillet 2018	SOFITEL HOTEL IVOIRE	Potentiels Membres du CTCTR Groupe technique MEER, MT, Groupe Consultatif DAD, l'ONAD, DU, ANDE, CIAPOL, ANAGED, BNETD, l'INP/ENSEA	Groupe de concertation	- Exigences du Compact (CPs, normes de performance, le flux de travail et le cheminement critique)	- Nécessité de disposer de titre de propriété pour des sites temporaires ; - Indemnisation des camionneurs ; - Place de ESOC dans l'élaboration du SGES ; - Justification de la reprise des travaux au niveau de la voie Express de Yopougon ;	Conduire des rencontres afin d'élaborer et finaliser le budget des entités de mise en œuvre
9 juillet 2018	Siège de ONUFEMMES Côte d'Ivoire	Représentante résidente	Entretien particulier	- Présentation des projets du Compact-Côte d'Ivoire, notamment les aspects genre et inclusion sociale	- RAS	Conduire des entretiens réguliers pour identifier des possibilités de co-financement
20 juin 2018	Siège de ONUFEMMES Côte d'Ivoire	Chargée des programmes	Entretien particulier	- Présentation des projets du Compact-Côte d'Ivoire, notamment la sous activité politique genre MENETFP et le CPs création et opérationnalisation d'une unité d'action genre	- RAS	Conduire des entretiens réguliers pour identifier des possibilités de co-financement
20 juin 2018	MFPE (Tour E, 16 ^{ème} étage)	Directeur de cabinet adjoint	-Séance de travail	- Présentation des projets du Compact-Côte d'Ivoire, notamment les aspects genre et inclusion sociale	- RAS	Conduire des entretiens réguliers pour affiner les possibilités de collaborer par un MOU ou un IEA
3 juin 2018	MFPE (Tour E, 16 ^{ème} étage)	Directrice de la promotion et de l'autonomisation des Femmes	-Séance de travail	- Présentation des aspects genre et inclusion sociale - Échangé sur les comités locaux autour des IFEF et organe d'encadrement des	- RAS	Conduire des entretiens réguliers pour découvrir des possibilités de collaborer par un MOU ou un IEA

Date de la consultation	Lieu de la consultation	Partie prenante consultée	Méthode de consultation	Sujets de discussion	Questions soulevées	Actions de suivi
				femmes et de mobilisation communautaire		
Juin 2018	CNPC-MCC	Femmes ingénieures des TP ou actives dans le domaine des TP	Séance de travail	- Présentation du projet Abidjan Transport - Présentation de la formation 3Es - Échanges sur les opportunités et les contraintes des femmes ingénieures	- RAS	Continuer des entretiens réguliers
20 avril 2018	Bureau du directeur de l'ANDE	ANDE	Séance de travail	- Affinement de la catégorisation des projets du Compact	RAS	Impliquer l'ANDE dans l'élaboration des TdR des EIES et des PAR
10 avril 2018	MFPES (tour E, 16 ^{ème} étage)	Directrice Générale Femme, Famille et Enfant	-Séance de travail	- Présentation des projets du Compact-Côte d'Ivoire, notamment les aspects genre et inclusion sociale	- RAS	Conduire des entretiens réguliers pour découvrir des possibilités de collaborer par un MOU ou un IEA
30 mars 2018	Bureau du Directeur technique	Mairie de Yopougon	Séance de travail	- Impact de l'afflux de camions dans la Commune de Yopougon - Création d'un stationnement aux alentours du Lycée Technique de Yopougon et son agrandissement - Limites administratives de Yopougon	RAS	Partage de l'information avec le MCC
28 mars 2018	Zone industrielle de Yopougon	Camionneurs de Côte d'Ivoire	Focus group	- Comprendre le processus et les impacts du déplacement des camionneurs		
28 mars 2018	Port de pêche, quai 17	Association des femmes du Port	Séance de travail	- Comprendre le processus et les impacts du déplacement des camionneurs		
27 mars 2018	Site EX- HINO	Camionneurs du Burkina Faso	Focus group	- Comprendre le processus et les impacts du déplacement des camionneurs		
27 mars 2018	Gare de l'OIC	Camionneurs du Burkina Faso, du Niger et du Mali	Focus group	- Comprendre le processus et les impacts du déplacement des camionneurs		
27 mars 2018	Derrière le centre d'emplissage de la GESTOCI	Camionneurs du Mali	Focus group	- Comprendre le processus et les impacts du déplacement des camionneurs		
26 mars 2018	Salle de réunion	Mairie de Port Bouët	Séance de travail	- Impacts du déplacement des camionneurs		
26 mars 2018	Bureau du Directeur technique	Mairie de Treichville	Séance de travail	- Impacts du déplacement des camionneurs		
26 mars 2018	Salle de conférence, Jean	District autonome d'Abidjan	Séance de travail	- Impacts du déplacement des camionneurs		

Date de la consultation	Lieu de la consultation	Partie prenante consultée	Méthode de consultation	Sujets de discussion	Questions soulevées	Actions de suivi
	Delafosse					
21 mars 2018	SALLE DE CONFERENCE L'AGEROUTE	Direction Générale de l'AGEROUTE	Séance de travail	- Comprendre le phénomène de la congestion du port ; - Comprendre le processus du déplacement des camionneurs	RAS	
21 mars 2018	SALLE DE CONFERENCE L'AGEDI	Direction Générale de l'AGEDI	Séance de travail	- Programme Compact Côte d'Ivoire - Possibilité de stationnement dans les zones industrielles en synergie avec le PAA	RAS	
21 mars 2018	Salle de Conférence de l'OIC	Bolloré et autres Conseils des Chargeurs OIC, CBC, CMC, OTRAF	Séance de travail	- Comprendre le processus et les impacts du déplacement des camionneurs	RAS	
21 mars 2018	Salle de Conf SCA	Société des Ciments d'Abidjan (cimentier)	Séance de travail	- Compréhension de la dynamique du camionnage dans le port	RAS	
20 mars 2018	SALLE DE CONF PAA	Port Autonome d'Abidjan (PAA) Direction générale et services techniques	Séance de travail	- Comprendre le processus et les impacts du déplacement des camionneurs	RAS	
20 mars 2018	SALLE DE CONF HCPETR	Haut Conseil du Patronat des Entreprises de Transports Routiers de Côte d'Ivoire (HCPETR)	Séance de travail	- Comprendre le processus et les impacts du déplacement des camionneurs	RAS	
19 mars 2018	SALLE DE CONF MT, 8ème Étage Immeuble SCIAM	MT et Agences concernées (OSER, DGTTC, PAA, OIC, OFT, etc)	Séance de travail	- Comprendre le contexte, le processus et les impacts du déplacement des camionneurs	RAS	
12 mars 2018	Salle de réunion du Haut Conseil, Treichville non loin du parc des sports	HCPETR-CI	Séance de travail	- Sensibilisation des entreprises du secteur des transports en vue de leur participation à l'appel à projet	RAS	Partage des contacts des responsables du CNUT, CBC et OTRAF avec le CNPC
9 mars 2018	Fraternité Matin	Grand Public	Article du Coordonnateur National dans Fraternité Matin	- Pour la journée internationale des Femmes, Mme Aïda Alassane N'DIAYE-RIDDICK, Coordonnateur National du Programme Compact-Côte d'Ivoire,	-	

Date de la consultation	Lieu de la consultation	Partie prenante consultée	Méthode de consultation	Sujets de discussion	Questions soulevées	Actions de suivi
				rappelle l'Engagement du Gouvernement Ivoirien pour l'égalité de Genre dans le cadre du programme Compact-CI		
7 mars 2018	Siège du compendium des compétences féminines	Mme la Ministre Euphrasie Yao, Conseillère technique genre du Président de la République	Séance de travail	- Présentation des projets du Compact-Côte d'Ivoire, notamment les aspects genre et inclusion sociale	- RAS	Conduire des entretiens réguliers pour découvrir des possibilités de collaborer
5 mars 2018	CNPC-MCC	15 organisations de la Société civile	Séance de travail	- Point des activités du Compact- CI : phase de signature et de pré implémentation du Compact	- Date de mise en place du comité des parties prenantes	Conduire des entretiens réguliers
5 mars 2018	CNPC-MCC	ONG Care international	Séance de travail	- Présentation des projets du Compact-Côte d'Ivoire, notamment les aspects genre et inclusion sociale	- RAS	Suivre les informations postées sur le site du CNPC-MCC, MCC
5 mars 2018	-Salle de conférence du CNPC, 8ème Étage apt D82	Responsables Communication des principaux Ministères concernés par les projets du Compact-CI (MIE, MT, MENET, SE ETFP, MESRS, MEF, Budget et MCLAU)	Séance de travail	- Présentation de la Norme 1 IFC traitant de l'engagement des parties prenantes	-	
27 février 2018	-Salle de conférence du CNPC, 8ème Étage apt D82	Responsables Communication des principaux Ministères concernés par les projets du Compact-CI (MIE, MT, MENET, SE ETFP, MESRS, MEF, Budget et MCLAU)	Séance de travail	- Présentation du Cadre de Collaboration CNPC et Responsables Communication Ministères - Présentation du Programme Compact et État d'Avancement des Travaux	- Être informé en temps opportun des événements organisés par la Coordination Nationale. - Quelle est la périodicité des rencontres ? - Comment se fera la gestion de la communication, des passations de marche dans le cadre de la mise en œuvre du projet - Comment le développement de la stratégie COM des Ministères relativement au projet Compact doit-elle se faire (en synergie avec le CNPC-MCC ou directement au niveau du Ministère) - Accompagnement financier dans les activités de COM par rapport à la mise en place du groupe de travail ? - Un Suivi-Evaluation global ou spécifique	

Date de la consultation	Lieu de la consultation	Partie prenante consultée	Méthode de consultation	Sujets de discussion	Questions soulevées	Actions de suivi
					<p>à chaque activité ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - La cellule communication est très impliquée dans le processus de mise en œuvre du Compact et collabore étroitement avec le point focal. <p>Le MEN a 36 directions régionales et a une approche communautaire à la communication. Ils disposent d'une radio au sein du Ministère qui travaille en partenariat avec 80 radios de proximité.</p>	
26 février 2018	Salle de conférence du CNPC, 8 ^{ème} Étage apt D82	Communauté Portuaire d'Abidjan, SG de la CPA	Séance de travail	- Déménagement et relocalisation des camions de l'espace portuaire	<ul style="list-style-type: none"> - Non association du CNPC à l'opération de déplacement et de relocalisation des camionneurs ; - Documentation du processus de déplacement et de relocalisation des camionneurs ; - De l'élaboration d'un rapport de la situation par la CPA 	CNPC élaborera un courrier à l'intention du Président de la CPA pour mise à disposition du rapport de la situation et des statistiques sur les camions fréquentant le PAA
14 février 2018	Salle de conférence DAUD, Tour D 12 ^{ème} Étage	MCLAU (cabinet, DU, DAD)	Séance de travail	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation des réseaux d'eau pluviale et d'eau usée d'Abidjan - Schéma directeur d'assainissement et du drainage d'Abidjan 	RAS	-
1 février 2018	CNPC-MCC	Experts genre des PTF : BAD, AFD, PNUD, UNESCO, UNICEF, IRC, GTOE, JICA	-Atelier d'échange Séance de travail	- Validation de l'analyse situationnelle du Plan d'Action Genre et inclusion Sociale (PAGIS) du Compact- Côte d'Ivoire	- RAS	Mise en place d'un groupe de travail et de discussions d'expert genre des PTF
1 février 2018	CNPC-MCC	Experts genre et sociale + point focal des ministères MIE, MT, MENETFP, MFPES	-Atelier d'échange Séance de travail	- Validation de l'analyse situationnelle du Plan d'Action Genre et inclusion Sociale (PAGIS) du Compact- Côte d'Ivoire	- RAS	Conduire des entretiens réguliers
10 janvier 2018	Hôtel Tiam Plateau	Société civile	-Groupe de travail -Information par le biais de journaux -Divulgation à travers le site Web -entretien particulier	<ul style="list-style-type: none"> - Procédure de sélection d'un représentant de la société civile au sein du board de MCA- Côte d'Ivoire - Election du représentant de la société civile au sein du board de MCA- Côte d'Ivoire 	- RAS	Mise en place d'un groupe de travail, société civile en prélude à la mise en place du comité des parties prenantes

Date de la consultation	Lieu de la consultation	Partie prenante consultée	Méthode de consultation	Sujets de discussion	Questions soulevées	Actions de suivi
17 décembre 2017	Locaux de la RTI à Cocody	Grand public Le Magazine du Dimanche	Interview live	- Rappel du chronogramme de développement du programme Compact, - Présentation du programme Compact - La présentation des projets - Les prochaines étapes	- Question sur les passations de marchés	
15 Dec-2017	Salle de conférence à l'OFT	OBSERVATOIRE DE LA FLUIDITE DU TRANSPORT (OFT)	Séance de travail	Revue de la qualité des données	Compréhension de la mission de l'OFT et présentation de la revue de la qualité des données-	
15 Dec-2017	Bureau du Directeur général	DGTTTC	Séance de travail	Revue de la qualité des données	Compréhension de la mission de la DGTTTC et présentation de la DQR	
13 Déc-2017	Bureau du Directeur de la BDR	AGEROUTE-DIRECTION DE LA BDR DGA	Séance de travail	Revue de la qualité des données	Compréhension des données disponibles dans la BDR	
13 Déc-2017	Salle de conférence de l'OSER	OSER	Séance de travail	Revue de la qualité des données	Compréhension du processus de collecte des données sur les accidents, particulièrement à Abidjan	
23 novembre 2017	Locaux de Radio de la Paix à Seboko	Grand public (Radio de la Paix Émission le 7/12)	Interview live	- Signature de l'Accord de don du Programme Compact - La présentation des projets - Les prochaines étapes	-	
31 octobre 2017	Salle de conférence du CNPC, 8ème Étage aptt D82	Les médias	Point presse	- Signature de l'Accord de don du Programme Compact - Rappel du chronogramme de développement du programme Compact, - la présentation des projets - Les prochaines étapes	- Quelles sont les garanties qui vont donner lieu à une bonne exécution des projets ? - Quel est le montant du don en CFA ? - Comment se fera la transition du CNPC au Millennium Challenge Account? - Quelle est la suite de l'Appel à Idées ?	Distribution du communiqué de presse sur la signature du Compact le 7 novembre 2017 en présence du Président de la République SEM Alassane Ouattara
20 octobre 2017	SALLE DE CONF MT, 8ème Étage Immeuble SCIAM	MT/CABINET, OIC et HCPETR	Séance de travail	- Exigences de la NP1 de la SFI portant sur l'engagement des parties prenantes relativement au stationnement de camions du projet ATP ; - Présentation du Projet de déplacements des camions en cours de réflexion par le MT et des recommandations du représentant des propriétaires de	- Implication du CNPC aux consultations ; - Finalisation de la liste des parties prenantes du projet stationnement de camions ; - Documentation des séances de consultation et d'information	- Mise en place d'un comité ad 'hoc par arrêté du MT (délai 2 semaines) pour le pilotage du processus de consultations des parties prenantes du projet stationnement de camions ; - Juriste du CNPC devra y contribuer ; - Partage des informations sur les consultations menées par l'OIC et le

Date de la consultation	Lieu de la consultation	Partie prenante consultée	Méthode de consultation	Sujets de discussion	Questions soulevées	Actions de suivi
				camions ; - Recommandations du CNPC sur les activités à mener, les participants et les sujets à aborder ; - Prochaines étapes		HCETR et le secrétariat de la communauté portuaire ; - Transmission au MT de la matrice du CNPC et autres supports pouvant servir pour les consultations ;